

PRODUCTION LAITIÈRE /
L'APRÈS-QUOTA - PAGE 3

GENISSES / POURQUOI PAS DES VA-
CHES NOURRICES ? - PAGE 4

SALLE DE TRAITE MOBILE /
CHEZ NORBERT AUBRY - PAGE 5

ETHOLOGIE / MIEUX COMPRENDRE
SES ANIMAUX - PAGES 7 ET 8

L'écho du Cedapa

N°112 - MARS - AVRIL 2014 - 5 €

Production laitière, ne pas perdre le Nord !

Nous venons de rentrer dans la dernière campagne laitière soumise au régime des quotas. Les rallonges successives des dernières années préfigurent un mode de fonctionnement où la production laitière supplémentaire sera liée aux opportunités de marché. La question de produire ou non le lait en plus se posera d'autant plus demain, que les prix du lait et des matières premières risquent d'être de plus en plus volatils. Ce moment devrait être l'occasion pour tout un chacun de faire le point sur sa ferme et de réfléchir au meilleur système pour l'exploitation.

Cependant, force est de constater qu'autour de nous peu de producteurs semblent s'interroger sur la pertinence de produire le complément de lait, que ce soit d'une point de vue économique ou social.

On constate en effet que les restructurations et les agrandissements sont loin de ralentir. L'augmentation des traites robotisées ou du litrage par UTH se fait quasi systématiquement au détriment de l'herbe pâturée. Notre région suit de plus en plus le modèle des pays du Nord de l'Europe, ce qui est tout de même un peu ennuyeux... Ces systèmes ne sont en effet pas réputés pour leur durabilité : peu résilients aux aléas économiques, ils sont aussi très gourmands en capitaux et donc peu transmissibles.

Il faut peut-être regarder dans l'autre Nord de l'Europe, tout du moins si l'on cherche un modèle beaucoup plus performant, non pas en lait par vache mais en revenu par actif. C'est le modèle développé par nos cousins irlandais. Ce n'est ni plus ni moins ce que montrent les résultats de l'étude Dairyman. Mais attention, il ne faut pas que ça s'ébruite.

Et si après tout on travaillait dans la bonne direction !!

FRANCK LE BRETON,

ÉLEVEUR LAITIER AU HAUT-CORLAY

Production laitière : plutôt Irlande ou Pays-Bas ? (page 2)



Produire du lait
sans maïs
(pages 6 et 7)



L'INFORMATION TECHNIQUE POUR GAGNER EN AUTONOMIE

> la production laitière demain

Comparer la production laitière bretonne à celle de ses voisins du nord-ouest de l'Europe, au niveau économique, environnemental et social, c'est l'un des objectifs de Dairyman, un projet européen de 4 ans mené par le pôle herbivore des Chambres d'agriculture et l'Institut de l'élevage. On vous en propose quelques résultats.

Des efficacités économiques très différentes dans l'Europe laitière

Depuis 2000, les systèmes laitiers d'Irlande affichent les meilleurs résultats économiques, et ceux du Danemark les plus bas. En 2011, le résultat courant avant impôt en Irlande était de 200 €/1000 litres de lait, contre 20 € au Danemark et 70 € aux Pays-Bas. En France, ce résultat approche les 140 € aux 1000 litres. Le Danemark affiche la productivité par travailleur la plus élevée avec une moyenne de 550 000 litres de lait produits par UTA totaux (y compris salariés) alors qu'en France et en Irlande, chaque UTA produit en moyenne 200 000 litres de lait. « *Malgré une grande efficacité productive grâce à la mécanisation, la rentabilité n'a pas été au rendez vous depuis 2007* », explique Christophe Perrot de l'Institut de l'élevage. Explication : « *Les danois ont acheté leur outil de production à un prix exorbitant et ne peuvent pas l'amortir* ». Leurs frais financiers s'élèvent à 153 €/tonne de lait.

Les Pays-Bas, le modèle de la Bretagne ?

C'est pourtant l'herbe des Pays Bas plutôt que celle d'Irlande que mettent en avant les responsables bretons de la Chambre d'agriculture. Les fermes des Pays-Bas ont en moyenne 49 ha, dont 9 ha de maïs et 39 ha d'herbe, et produisent 13 900 litres de lait/ha SAU (en ne prenant pas en compte les 20 ha de maïs achetés à l'extérieur). 45 % des fermes ont plus de 100 vaches. Les producteurs néerlandais se portent mieux que les danois, même si en 2009, le revenu agricole a chuté à 2 000 €/an par UTH, alors qu'en Bretagne il se maintenait à 20 000 €/UTH (sur l'échantillon des fermes Dairyman).

Ce qui provoque l'admiration des responsables bretons, c'est « *une organisation de filière exceptionnelle* », mobilisée autour de « *l'objectif de produire 15 à 20 % de plus de lait d'ici 2020* ». « *Mais cela ne sera autorisé par l'administration à la seule condition qu'il n'y ait pas d'impact sur l'environnement* », rappelle Frans Aart, chercheur aux Pays Bas. Pas si simple : 95 % des fermes produisent plus de 170 kg d'azote organique et 50 % plus de 250 kg d'azote organique. Les néerlandais bénéficient d'une dérogation de l'Union européenne qui les autorise à produire 250 unités d'azote organique par ha si l'herbe représente plus de 75 % de la SFP.

Le bilan des minéraux, un outil de mesure des performances environnementales

Pour continuer à produire plus, les laiteries, les syndicats agricoles, les centres comptables et le gouvernement ont signé un accord afin de mettre en place un système d'évaluation annuelle du cycle des minéraux dans chaque ferme : bilan apparent en azote et phosphore, pertes d'ammoniac, émissions de gaz à effets de serre, complétés par un suivi des concentrations de nitrates et de phosphore dans le sol. Si les résultats de la ferme ne respectent pas les valeurs de référence, la laiterie ne collecte plus son lait. En cas d'échec du dispositif, le gouvernement imposera des limites de densité du cheptel bovin.

La partie environnementale réglée, reste la question technique : comment produire 20 % le lait en plus ? Le chercheur néerlandais reste évasif, mais assure que les rendements de l'herbe et du maïs peuvent encore augmenter, et que ce lait ne sera pas produit à base de concentrés.

Réglementations environnementales

La directive nitrates est européenne mais les déclinaisons diffèrent beaucoup selon les pays, et pas seulement sur les normes de rejet d'azote des vaches laitières. Ainsi les Belges estiment les pertes gazeuses des effluents en bâtiment et au stockage à 15 %, les Irlandais à 10 %, les néerlandais à 11 % et les Français... à 25%.

Elisabeth Congy de la Chambre Régionale d'Agriculture souligne également que le France a fait le choix le plus complexe pour le calcul de la fertilisation des cultures, en tenant compte de multiples paramètres, quand d'autres pays n'en utilisent que certains.

Deux enjeux environnementaux majeurs à venir, selon la responsable environnement : le phosphore et l'ammoniac. Ainsi aux Pays Bas, les fosses à lisier sont déjà obligatoirement couvertes et le lisier épandu sur prairies pour limiter les pertes gazeuses.

AURÉLIE CHEVEAU, CEDAPA

Retour de voyage d'un éleveur français en Irlande et en Allemagne

Jean Philippe, éleveur dans le Nord Pas de Calais est parti dans le cadre du programme Dairyman tout d'abord en Irlande. Il a été frappé par la gestion optimisée du pâturage. « *Tous les éleveurs font le tour de leur pâture chaque semaine. Chaque brin d'herbe est valorisé. Ils font du lait au moindre coût grâce aux vèlages groupés en février/mars. Les vèlages représentent une grosse pointe de travail, surtout quand un éleveur gère 100 vaches. Les bâtiments sont simples et fonctionnels, mais sont très bien équipés pour la traite.* » Là-bas, les grands troupeaux ne sont pas un frein au pâturage. « *Tout le monde en France dit qu'au dessus de 100 vaches il faut fermer les portes du bâtiment, ce n'est pas vrai.* » Autre surprise, la politique des laiteries : « *les laiteries ferment deux mois l'hiver sans que cela pose de problème, alors qu'ici on nous bassine avec la régularité de livraison.* »

La visite en Allemagne l'a moins séduit. « *Il n'y a pas une vache ni une génisse dehors. A mon avis, les allemands se sont tirés une balle dans le pied avec la méthanisation, car cela a entraîné une forte pression foncière.* » Toute l'alimentation est donnée à l'auge : l'ensilage de maïs et d'herbe. « *Ils ont des surfaces importantes en prairies permanentes, mais elles sont uniquement fauchées. Les éleveurs ne délèguent pas beaucoup de travaux, la surcharge de travail est donc très importante.* »

Jean Philippe, lui, a fait son choix : « *En revenant, j'ai décidé d'aller vers un système plus herbager comme en Irlande, j'ai groupé une partie des vèlages au printemps pour faire du lait à bas coût. Voir les animaux toute l'année dans le bâtiment, ce n'est pas mon truc.* »

Après quota : l'horizon ne se dégage pas

Xavier Bresset, éleveur à Plainel, est adhérent au Cedapa et vice-président de l'Armoricaïne Laitière, coopérative basée à Lanfains qui collecte et transforme environ 45 millions de litres de lait issus de 100 producteurs. Interview.



Cedapa : Qu'est ce que la fin des quotas va changer pour les producteurs ?

Xavier Bresset : il y a encore beaucoup d'incertitudes sur l'après 2015. Beaucoup de contrats ne sont pas signés. A l'Armoricaïne Laitière, nous établirons des contrats sur la base de la référence historique et nous proposons

des volumes supplémentaires en fonction des opportunités du marché. Les volumes supplémentaires proposés seront associés à un prix garanti.

Cedapa : Chaque laiterie va donc proposer des volumes supplémentaires : y-a-t-il un risque de surproduction de lait qui fasse chuter les prix ?

X.B. : Je ne crois pas qu'il y aura des fleuves de lait sur le marché comme on l'a connu précédemment. Les producteurs de l'Armoricaïne pouvaient produire 10 % de plus que leur référence en 2013, et ils n'ont produit que 6 % de plus. Cela montre une certaine prudence, tout le monde n'est pas prêt à produire à n'importe quel prix, vu les coûts de production actuels.

Cedapa : les producteurs pourront-ils changer de laiterie ?

X.B. : Les contrats seront établis pour 5 ans, les producteurs ont la possibilité de changer de laiterie entre ces contrats.

Cedapa : Y aura-t-il des prix différents entre les laiteries ?

X.B. : On commence déjà à observer une différence de prix, qui va s'accroître. En effet, le prix dépend des stratégies des laiteries, et notamment du pourcentage de valorisation du lait en produits ultra-frais, en fromage, ou en produits d'export (poudre de lait et beurre). Ces différents marchés ne fonctionnent pas de la même manière :

aujourd'hui les marchés d'export sont plutôt porteurs. Les laiteries orientées vers ces marchés, comme Sodiaal, ont un prix payé aux producteurs plus élevé, contrairement aux laiteries qui sont sur des marchés d'ultra frais soumis à la pression de la grande distribution. Cependant, cette situation peut changer du jour au lendemain.

Cedapa : As-tu une vision sur l'évolution du marché du lait à moyen terme ?

X.B. : Pour moi, les volumes à produire vont augmenter du fait de l'augmentation de la demande sur les marchés d'export. La Chine et les autres pays émergents consommeront plus de produits laitiers à l'avenir. La Nouvelle-Zélande, l'Irlande, ne peuvent pas couvrir tout ce marché, ça ouvre des portes à d'autres pays, et notamment à la France.

On a donc une vision sur l'évolution des volumes mais pas de vision à long terme sur l'évolution du prix. Or, le volume à lui seul ne fait pas le résultat, c'est la valorisation qui compte.

Cedapa : Dans ce contexte, comment imagines-tu l'évolution des structures ?

X.B. : Il y aura deux types de fermes : les exploitations qui dépasseront le million de litres de lait, comme on en voit apparaître, et les exploitations où la priorité sera la bataille des coûts de production comme les exploitations du Cedapa.

Cedapa : Les laiteries seront-elles plus exigeantes avec la régularité de livraison dans l'année ?

X.B. : Je ne crois pas. Tant que le nombre de producteurs allant vers des systèmes à vélages groupés est limité, cela ne devrait pas empêcher les laiteries de collecter du lait.

Cedapa : Quelles questions doivent se poser les producteurs aujourd'hui ?

X.B. : Évidemment celle des coûts de production. C'est la seule chose que l'on peut maîtriser. Avant la question du volume et du prix, il faut se demander : est-ce que je suis capable de passer une crise du lait à moins de

300 €/1000 litres pendant 1 an ? En effet, on aura des périodes fastes mais aussi des périodes difficiles. Avant d'augmenter le troupeau, il faut également réfléchir à la charge de travail : on ne mène pas 60 vaches comme on en mène 40. Chacun doit suivre ses propres inspirations.

Cedapa : Chez toi, qu'est-ce que la fin des quotas va changer ?

X.B. : Je suis plutôt dans une phase de désintensification. J'avais 40 vaches qui produisaient 8300 litres/vache, j'en vise maintenant 50 à 7000 litres, mais avec des coûts de production maîtrisés. Je suis en train d'agrandir mon bâtiment pour accueillir 60 vaches, pour me laisser la possibilité d'augmenter le nombre de vaches si besoin.

AURÉLIE CHEVEAU, CEDAPA

Les marchés

Les marchés des produits de grande consommation regroupent le lait de consommation, les produits ultra frais (yaourt, crème fraîche), fromages. Ces produits sont principalement vendus en France, sauf pour une partie des fromages AOP exportés. La demande nationale se maintient sans pour autant augmenter ces dernières années : ce marché est peu volatil. Le prix est déterminé entre les coopératives laitières et la grande distribution. La grande distribution, qui vend 95 % de la production nationale, tire les prix vers le bas, notamment depuis un an.

Les marchés de beurre et poudre de lait sont des marchés d'export. Le prix est déterminé par les cours mondiaux. « Les cours mondiaux ont une forte réactivité », explique Gérard You de l'Institut de l'élevage. Si la demande diminue un peu le prix peut vite baisser et inversement. Par exemple, le prix de la poudre de lait entre 2007 et 2013 a oscillé entre 1 300 € et 4 200 € la tonne.

Depuis un peu plus d'un an, le prix est en forte hausse car la demande, notamment de la Chine, a augmenté. Le lait vendu sur ces marchés est directement en concurrence avec le lait issu de la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Irlande, les États-Unis et les autres pays de l'Europe de l'Ouest.

Elever les génisses avec des vaches nourrices

Pour simplifier l'élevage des génisses et obtenir de meilleures croissances, des éleveurs essaient les vaches nourrices. Le point sur les atouts et les limites de la technique.

Didier Motais (Loscouët-sur-Meu) élève depuis l'an passé toutes ses génisses sous la mère, par un groupe de vaches nourrices. « *Je suis en vêlages groupés en septembre. Je souhaite donc à la fois me simplifier l'élevage des génisses, mais aussi passer de vêlages à trois ans à des vêlages à 24-26 mois : il faut donc que je sois vigilant sur la croissance des bêtes la première année* ». La première journée, les veaux restent avec leur mère, puis ils sont placés avec les mères nourrices (une vache pour 4 génisses au départ). « *Comme les vêlages sont groupés les lots sont assez homogènes ; cependant je fais deux lots de quinze génisses* ». Les génisses vont têter pendant six mois, jusqu'au printemps. Elles reçoivent en complément une ration avec foin et maïs ensilage.

Michel Hamon (Saint-Cast) a une saison d'expérience d'élevage des génisses par des vaches nourrices.

« *C'est une technique idéale pour les éleveurs qui sont en vêlages groupés* ». Quand le veau naît, il est mis en case individuelle pendant 3-4 jours pour lui distribuer le colostrum puis il rejoint une case collective où il est alimenté avec un milk bar. En effet, il y a rarement coïncidence entre la naissance du veau et le vêlage de la vache nourrice. « *Dès que la vache nourrice vêle, je lui mets trois veaux dans une case. Là il y a du boulot ! Le problème ce n'est jamais le veau : quand tu arrêtes de lui donner à manger il va chercher à têter. En revanche il faut faire accepter les veaux à la*

vache ». Commence alors une phase un peu laborieuse, qui peut être brève (2 jours) ou se prolonger (jusqu'à 10 jours) : « *l'an passé, sur 7 vaches, j'ai eu un échec, une vache qui s'est refusée à adopter les veaux* ». L'éleveur doit alors être présent : « *deux fois par jour j'attache la vache pendant qu'elle mange et je fais en sorte de faire têter les veaux. Ensuite, une fois que la vache a accepté les veaux, tout le monde va au champ, et c'est parti...* »

Les veaux sont dehors à moins d'un mois, idéalement dans une pâture pas trop proche d'une route ! « *J'ai investi dans des clôtures néo-zélandaises avec deux fils pour éviter que les veaux ne s'échappent* ». Michel juge que la présence de vaches adultes avec les génisses joue un rôle important dans l'apprentissage et la sociabilisation des jeunes. Attention cependant à maintenir un lien fort entre l'éleveur et les génisses : « *cela a été un problème très prégnant l'an passé : mes génisses étaient des petits chevreuils ! Cette année je fais en sorte de les approcher et la situation s'est bien rétablie. Pour les prochaines génisses, je vais essayer de passer tous les jours avec le milk bar dans la pâture, juste pour leur donner un litre de lait afin de créer un contact régulier* ». Les génisses vont rester sous la mère tout le temps de la lactation, pendant 10 mois et vont être sevrées en décembre avant de rentrer en bâtiment. Le premier bilan est pour Michel extrêmement positif : il a en particulier réglé un problème d'élevage récurrent, celui du parasitisme. « *L'an passé je me suis passé de vermifuge sur les jeunes génisses et ça marche bien. Elles ont toutes un très bel aspect !* »

Le sevrage tardif

Pour Marine Le Masson, conseillère à Manche Conseil Elevage, le sevrage tardif est à privilégier pour subvenir aux besoins nutritionnels du veau, l'aider à constituer sa propre immunité et assurer un bon potentiel de croissance : « *le sevrage tardif respecte mieux la nature de l'animal et permet une diminution des problèmes alimentaires et sanitaires* ». En effet, le GMQ (gain moyen quotidien) est potentiellement important avant 6 mois ; et d'autre part, tout le lait est assimilé par le veau. A noter que le tissu squelettique, le tissu adipeux et le tissu musculaire croissent à la même vitesse jusqu'à l'âge de 6 mois. Après, le tissu adipeux et donc le tissu mammaire augmentera plus vite que les deux autres. De 0 à 6 mois, il faut donc privilégier une alimentation lactée à hauteur de 10% du poids du veau, c'est-à-dire une alimentation principalement lactée jusqu'à 3 mois et un sevrage tardif à 6-7 mois. Après 6 mois, des GMQ trop élevés pénalisent la reproduction et la production laitière. En effet, le tissu adipeux et mammaire se développe alors plus vite que le tissu squelettique et musculaire.

Economiquement, le lait remplace le concentré : l'équilibre économique dépend de la conduite habituelle en concentrés, du rapport de prix lait / concentrés et de la disponibilité sur la ferme de lait non valorisable.

Yann et Claire Yobé ont élevé les génisses sous des vaches nourrices pendant plus de dix ans et ont finalement arrêté, pour deux raisons principales :

« *d'abord la domestication : une génisse élevée sous la mère est difficile à approcher. Même quand ça se passe bien, ce sont des vaches qu'on ne peut pas isoler du troupeau : elles n'ont jamais été attrapées, jamais été dans un enclos toutes seules* ». Ensuite, pour des problèmes de croissance : « *Pas de problème jusqu'au sevrage à 4 mois, mais après elles décrochaient* ».

Les veaux restaient 8-10 jours avec la mère, puis étaient adoptées par les vaches nourrices : « *les vaches à leucos n'allaient plus en salle de traite, mais dans une étable à côté pour être têtées par les veaux* ». Les vaches pouvaient devenir nourrices à tout moment de la lactation, en fonction des naissances de veaux - les vêlages ne sont pas groupés chez les Yobé - et de leur état sanitaire. Elles restaient dans le troupeau des vaches maïs, au moment de la traite, empruntaient une porte dérobée dans le parc

La traite mobile

Un chemin en mauvais état, deux routes à traverser pour accéder à une partie des terres, Norbert Aubry a acheté en 2000 une salle de traite mobile d'occasion pour faciliter le pâturage.



pour le deuxième rinçage, l'eau du rinçage de la veille étant utilisée pour le premier rinçage. L'acide est récupéré dans un seau à la sortie du lavage. La salle de traite fonctionne avec un lactoduc, le lait arrive dans une bonbonne de 300 litres qui est ramenée avec le tracteur de 50 chevaux au tank à lait après la traite ».

Pour Norbert, le système de traite mobile permet de choisir la parcelle à pâturer en fonction du stade, et non pas de la proximité de la ferme. On peut renouveler toutes les pâtures et alterner fauche/pâturage sur toutes les parcelles.

d'attente pour rejoindre les veaux : « pas de souci pour les séparer, elles choisissent toujours d'aller voir les veaux, du moins quand elles ont accepté d'adopter un ou deux veaux ». Il y a en effet quelques échecs : certaines vaches n'acceptent pas d'adopter un veau autre que le leur. Les veaux buvaient donc deux fois par jour à volonté : « J'avais des veaux très vigoureux, jamais de diarrhées, un lait toujours à température. Cependant, j'avais parfois de gros veaux qui au sevrage pouvaient passer de 8 litres de lait à 0. Un sevrage un peu violent ». Avant de renoncer au système de vaches nourrices, Yann et Claire sont passés par une étape intermédiaire : « on sevrerait les veaux à trois mois, puis on leur apportait 1 litre de lait, deux fois par jour, au seau à tétine pendant trois mois. C'était mieux, sauf qu'il faut apprendre à boire au veau ».

Avec leurs mères jusqu'à 8 jours, au lait jusqu'à 6 mois

Aujourd'hui ils ont adopté le sevrage tardif, selon la méthode Obsalim préconisée par le GIE zone verte. « Le veau reste 8 à 10 jours avec sa mère après la naissance, il est en liberté et suit sa mère partout, ce qui est facilement gérable quand on a un ou deux veaux à la fois. Les veaux reçoivent ensuite 2,5 litres deux fois par jour les trois premiers mois, puis 1 litre deux fois par jour les 3 mois suivants. Ils sont nourris par des seaux à tétines et ils sont beaucoup plus beaux. Le lait remplace les concentrés jusqu'à six mois et les veaux commencent dès trois mois à manger du foin ». Economiquement Yann estime donc s'y retrouver.

NATHALIE GOUÉREC,
CEDAPA

« J'ai été 3-4 ans en conventionnel à fond, maïs, blé pulvérisé et tout ». Installé en 1990 sur la ferme familiale de 37 ha à La Chèze, Norbert Aubry rencontre quelques problèmes sur ses vaches, et découvre dans un article qu'il y a des pesticides dans l'eau de pluie. « Pour limiter l'utilisation des phytos, je me suis renseigné auprès d'Alain Louail, conseiller à la chambre, qui m'a orienté vers une ferme bio, un certain Joseph Templier. C'était en 94 ». En 96, Norbert passe en bio. « Un vrai malade, ironise-t-il, tout ça à cause d'un article à la con sur les pesticides ». Il sursème du trèfle dans ses parcelles de RGA, a peur de ne pas réussir à sécher son foin, et achète donc un système de séchage de foin au fioul. « J'ai fait quelques conneries, mais j'étais fait pour ce système là ».

Son assolement passe à 6 ha de mélange céréalière et 34 ha d'herbe, pour 32 vaches. Achetée en 2000, sa salle de traite mobile est dans le bâtiment l'hiver, et suit le pâturage des vaches d'avril à octobre. « Je la déplaçais tous les deux à quatre jours, en même temps que le fil ; ça me prenait 10 minutes, le chariot était attelé à un petit tracteur de 50 chevaux ». Le moteur est branché à la batterie du tracteur. Un parc d'attente est créé avec un fil.

Un salle de traite sans plancher si le sol est portant

La salle de traite comporte 4 postes de traite, et Norbert en a rajouté un. Il n'y a pas de quai de traite. « Cela fonctionne comme des stalles de départ de chevaux de course : il y a une porte devant chaque vache et une chaîne derrière ». Chaque vache est détachée quand elle a fini d'être traite, ce qui accélère la vitesse de traite : 45 minutes pour 28 vaches traites. Au niveau pratique, « j'amenais deux bidons de 20 litres : un d'acide, et un d'eau chaude

La principale contrainte d'un tel système est l'exigence de portance des sols. « Même avec des sols très portants, je déplaçais la salle tous les jours quand il pleuvait beaucoup ». Autre difficulté : l'impossibilité de dresser des primipares à la traite au champ. Il faisait donc vêler ses génisses l'hiver.

En 2006, suite à de graves problèmes de dos, Norbert décide de lever le pied et de limiter au maximum le tracteur : il arrête les céréales et laisse sa salle de traite mobile toute l'année dans le bâtiment.

Une salle de traite mobile sur l'île d'Ars

Sébastien et Violaine Hautchamp sont éleveurs de 20 vaches laitières sur 40 ha sur l'île d'Ars. « Sur l'île, nous n'avons pas le droit de construire, et notre parcellaire est éclaté ». Ils ont acheté une salle de traite mobile dans le Cantal, « spécialement adaptée à la taille de nos vaches, des Bretonnes Pie Noir ». Il fallait aussi qu'elle passe dans les rues de l'île d'Ars.

Ils ont donc opté pour une quatre places comme celle de Norbert, mais avec un plancher, pour un coût de 10 000 €. « Nos terres sont argileuses et la salle de traite est utilisée été comme hiver ».

Sur les 40 ha de SAU, 25 ha sont pâturés « Nous laissons la salle de traite de 3 semaines à 1 mois et demi sur le même endroit, et nous avons 4 endroits pour la mettre ». Le couple d'éleveurs a également acheté un parc de contention constitué de panneaux et de chaînes, qu'ils déplacent. « Les Bretonnes Pie Noir sont des vaches caractérielles et hiérarchiques, elles auraient vite fait de passer au dessus du fil ».

AURÉLIE CHEVEAU, CEDAPA

Faire du lait sans maïs

Bruno et Gwendaëlle Le Bihan, éleveurs laitiers en bio, misent sur le pâturage et en ration hivernale sur l'enrubannage pour produire du lait sans maïs. Le mélange céréaliier sert de concentré, et éventuellement, de culture fourragère en cas d'aléas climatique.



« On produit autant de lait sans maïs, d'autant plus qu'étant en bio, on ne voulait pas acheter de soja », expliquent Bruno et Gwendaëlle Le Bihan.

Bruno Le Bihan s'est installé à Maël-Pestivien en 1992, sa femme Gwendaëlle en 1994. « On avait 30 ha de maïs dont 10 ha sous plastique. On s'est intéressé rapidement à la bio, ce qui nous a amenés au Cedapa, car on gérait mal l'herbe ». La surface de la ferme s'est aussi agrandie, passant de 100 à 145 hectares ; parallèlement la surface en maïs ensilage diminue : « en 96 on avait 10 ha de maïs. Jusqu'en 2006 on en a gardé un peu dans l'assolement ». Nouvel essai en 2011, avec la reprise de 9 ha : « on en a récolté seulement un hectare et demi : cela a été le signal pour arrêter définitivement ! On a vu qu'on pouvait produire autant de lait sans maïs, d'autant plus qu'étant en bio, on ne complémentait pas en soja ».

L'enrubannage est bien défait pour favoriser l'ingestion

Bruno et Gwendaëlle misent donc sur la maximisation du pâturage, et pour la ration hivernale sur un peu de foin, surtout de l'enrubannage, complémenté par du mélange céréaliier aplati : « les vaches reçoivent environ 1,5 kg MS de foin en démarrant le matin, puis de l'enrubannage (environ 12 kg de MS). Les bottes d'enrubannage sont vraiment défaites (comme à la fourche !) pour favoriser l'ingestion. Elles sont complémentées avec trois kilos de mélange céréaliier ». La production, et les taux, varient en fonction de la qualité du fourrage et du mélange : « cette année il y avait plus de pois et cet hiver on n'est pas descendu en dessous de 18,5 litres de lait produits par vache ».

Le mélange céréaliier, principalement moissonné, joue donc le rôle de concentré dans le système, et éventuellement, pour 5 ou 6 hectares maximum ensilés, de stock de sécurité, qui sera donné en priorité aux génisses : « on a donné de l'ensilage de mélange céréaliier aux vaches laitières l'an passé du 15 septembre au 15 octobre. C'était intéressant car il venait en complément du pâturage, mais en ration hivernale ça ne fait pas de lait ».

En pleine pousse, on est à un hectare d'herbe par jour

Au 20 mars, la ration des vaches était à 90% de l'herbe pâturée, ce qui est un peu exceptionnel. Le début de saison est plutôt favorable, « il y a beaucoup d'herbe cette année ». Le pâturage est le pilier du système : les vaches pâturent 9 mois et demi sur 12. La surface accessible aux vaches laitières n'est pas limitante : 80 ha sur les 147 ha. 60 ha sont en général pâturés, pour un troupeau de 70 vaches laitières en lactation au maximum. « En pleine pousse, on est à un hectare par jour, avec des intervalles de 30 à 35 jours. On change de paddock tous les jours de début juin à fin octobre ».

Les prairies sont renouvelées en général tous les 5-6 ans : « j'ai la moitié de mes prairies qui ont 3 ans ou moins ». Mais il y a aussi des parcelles plus pentues, avec des cailloux, qui durent plutôt dix ans. « Les jeunes prairies sont plus productives, et on y fait plus de lait. Cependant en mai, les vaches sont mieux sur les parcelles de 8-9 ans, en particulier quand le temps est humide : la flore a évolué et elles ont moins de diarrhées ». Les mélanges semés sont multi-espèces : ray-grass anglais demi-tardif, ray-grass anglais type hybride, trèfles nain, hybride, violet, incarnat et blanc, pour un total de 25 kg par ha, dont 5 kg de légumineuses. Il a essayé la luzerne, mais elle est finalement trop peu pérenne et « elle ne présente pas d'intérêt dans le contexte pédo-climatique de Maël-Pestivien ».

Les prairies reçoivent environ 13 tonnes de fumier par ha et par an de mi janvier à la fin mars. 25 tonnes de lithotamme sont incorporées chaque hiver à la litière : « un façon d'assécher la litière et de prévoir l'amendement des terres en même temps ».

Avec 115 ha de prairies pour 145 UGB (soit un chargement entre 1,2 et 1,3 UGB/ha de SFP), la part de récolte d'herbe est importante. « On a opté pour l'enrubannage, plutôt que l'ensilage. Économiquement c'est moins cher, car on est équipé pour le

Comportement des chèvres et des brebis : les apports des scientifiques

« Comment éviter les querelles systématiques entre les mêmes animaux ? Est-ce que la taille du troupeau influe sur les relations hiérarchiques ? Est-ce qu'on n'interprète pas trop les comportements des chèvres ? Avec le risque de faire de l'anthropomorphisme ? » Marjorie Coulon, chercheuse en éthologie à l'INRA, a répondu à ces questions d'éleveurs lors d'une journée de formation.



Une brebis est capable de reconnaître dix personnes différentes, explique Marjorie Coulon, éthologue à l'INRA

Chez les espèces proies comme les ovins et caprins, la communication et l'interconnaissance sont nécessaires pour limiter les risques de prédation et trouver des sites alimentaires. Ils utilisent donc tous leurs sens pour communi-

quer : la vision, l'odorat, le toucher, l'ouïe et le goût.

Les brebis ont une très bonne vision, proche de la vision humaine sauf pour la distinction des couleurs, et voient à 1 km. Elles reconnaissent visuellement 50 brebis de leur troupeau. Si on place une brebis dans une pièce avec deux photos : une photo d'une brebis de son troupeau, et une photo d'une brebis inconnue, la brebis ira toujours devant la photo de sa congénère. Par la même expérience, les chercheurs ont prouvé que les brebis reconnaissent leurs partenaires pendant 2 ans après leur sortie du troupeau. Elles peuvent aussi se souvenir de 10 hommes différents, et elles reconnaissent en premier les cheveux et les habits.

Ces expériences n'ont pas été menées chez les chèvres, mais les chercheurs pensent que les conclusions seraient similaires. Chez les chèvres, la reconnaissance acoustique a beaucoup été étudiée. Les chèvres d'un même groupe prennent le même accent : c'est-à-dire que leurs bêle-

ments vont se ressembler à force d'être dans le même groupe.

Une mère reconnaît son petit d'abord par l'odeur, au bout de 2-3 jours. « La mère reconnaît en plus sa propre odeur qu'elle laisse en le léchant. Si on interfère, si on prend l'agneau, la brebis aura plus de chance d'abandonner son agneau. La cause n'est pas l'odeur humaine qu'on laisse sur l'agneau, mais le fait que la brebis aura passé moins de temps avec lui, elle aura donc plus de mal à le reconnaître », explique la chercheuse. Elle le reconnaît visuellement seulement au bout de 2 à 3 semaines, et plus facilement si la tête est noire. La reconnaissance acoustique est immédiate et durable : une brebis reconnaît encore le bêlement de son agnelle de 1 an quand elle a son nouvel agneau. Les animaux se communiquent leurs émotions beaucoup par les bêlements, positifs ou négatifs et aussi par la vision. Par exemple, une brebis dans une pièce avec deux photos, choisira la photo de la brebis non stressée (oreilles en avant), et choisira aussi entre deux visages humains, le visage souriant.

Plus sympa avec les copines

La hiérarchie entre les animaux est très présente dans les troupeaux caprins. Chez les ovins, elle est plus subtile mais se manifeste quand l'accès aux ressources est limité et après une privation de nourriture. Les relations de dominance apparaissent à la puberté, après les premières chaleurs à 6 mois. Les animaux dominants sont moins peureux, mais plus souvent sujets au stress que les dominés, car ils doivent conserver leur place. La dominance est un caractère

faire nous-mêmes ». Bruno y gagne aussi en souplesse de travail et y voit des avantages en terme d'alimentation : « on distribue l'hiver trois bottes d'enrubannage par jour ; que ce soit moi ou le salarié qui distribue, c'est toujours la même quantité ». De plus, « on peut trier les bottes en fonction de leur fibrosité et choisir le type d'enrubannage distribué en fonction de la période, si les vaches sont en ration hivernale ou en transition vers le pâturage ».

Le chantier est exigeant en main d'œuvre ? « Les bonnes années il faut en effet couper toutes les semaines du 15 mai à fin septembre. Quand les enfants sont en vacances, on a quatre tracteurs dans le champ ! On coupe le premier jour et on fait un seul fanage avec une faneuse à petites toupies qui éclate bien le fourrage. On récolte le deuxième ou le troisième jour ». Le stade de récolte se situe à 45 jours de repousse, mais dépend surtout de la fenêtre météo.

Bruno et Gwen Le Bihan emploient un salarié depuis 1997. Bruno, dont le père était entrepreneur agricole, apprécie de travailler avec des salariés. Curieusement, c'est même la volonté d'employer quelqu'un qui les a conduit au système herbager : « c'est grâce au système herbager qu'on a pu embaucher ».

NATHALIE GOUÉREC,
CEDAPA

L'exploitation

145 ha de SAU
3 UTH
115 ha d'herbe
25 ha de mélange céréalié grain
5 ha de mélange céréalié ensilé
80 vaches, 145 UGB
1,2 UGB / ha de SFP
424.000 litres de lait vendu
820 kg de concentrés par vache (intra consommés)
EBE : 305 euros pour 1000 litres
EBE/ produit : 48%



Les éleveurs sont confortés dans leurs approches et enrichissent parfois leur perception des animaux : « Le fait de savoir qu'elles voient comme moi change la vision de mon troupeau », explique Gaël Le Jeune, éleveuse de brebis laitières à Grâces.

héritable, surtout chez les chèvres, moins pour les bovins. Il existe aussi des relations transversales chez les chèvres, liées à des relations d'affinités qui se sont créées dans les 6 premiers mois de vie. Par exemple, si on place deux chèvres, une dominante et une subordonnée avec une auge : la dominante mange pendant 2 min 57 et la subordonnée pendant 7 secondes. Si on place une dominante avec une dominée avec laquelle elle a des affinités : la dominante mange en premier mais laisse la moitié du temps à la subordonnée. La dominance s'exprime moins.

Chez les ovins surtout, il a aussi des leaders, différents des dominants. Le leader est celui qui entraîne le groupe, qui initie le déplacement. Il a une capacité à explorer de nouvelles zones, notamment au pâturage. Il est très important dans un groupe pour la recherche des aliments et l'alerte en cas de danger.

Des solutions pour minimiser la pression sociale dans les élevages

Les animaux de rang élevé doivent pouvoir se sentir supérieurs et les animaux de rang inférieur doivent pouvoir manger et se protéger. « On peut imaginer des aires d'exercice avec différents niveaux, afin que les dominantes se mettent en hauteur et qu'elles laissent les dominés un peu tranquilles. On peut aussi mettre des planches pour séparer les têtes dans l'auge devant les cornadis », explique Marjorie Coulon. Le réallotement augmente l'agressivité puisque les relations de dominance doivent se créer. Le mieux pour réallotter est

au moment de la mise à la pâture car il y a de l'espace pour manger et se battre. Les relations d'affinités au sein d'un groupe augmentent la tolérance et la cohésion sociale. Il faut donc bien réfléchir à la constitution des lots et essayer par exemple de mettre plusieurs animaux élevés ensemble.

Marjorie Coulon propose également d'effectuer des contacts sociaux progressifs pour limiter la casse : par exemple mettre d'abord les individus qui vont être réallotés dans deux cases séparées par une barrière, pour qu'ils puissent se voir et se sentir, avant de les mettre dans la même case.

Réallotter plutôt au moment de la mise à l'herbe

« Les relations de dominance doivent se mettre en place et si on n'intervient pas, ce sera plus rapide », insiste Marjorie Coulon. Ainsi l'isolement n'est pas une solution puisque le stress ressenti par un animal isolé est très important, plus important par exemple que le stress ressenti par un animal lors de la contention. De plus, la réintroduction d'un animal isolé est toujours compliquée. Au niveau perception des animaux, la chercheuse a conforté les éleveurs dans leurs approches : « il faut faire confiance à son intuition par rapport aux animaux. Si on les trouve tristes, joueurs, etc... C'est notre œil humain qui analyse leur état. L'anthropomorphisme, c'est-à-dire l'attribution des caractéristiques du comportement humain aux animaux, devient dangereux quand on veut que les animaux ressentent la même chose que nous. Par exemple, je suis bien dans mon canapé, donc mon animal sera bien dans son canapé ».

Cette formation a permis aux éleveurs de beaucoup échanger sur leurs troupeaux et de changer leur perception. « Le fait de savoir qu'elles voient comme moi, cela change la vision de mon troupeau », explique Gaël Le Jeune, éleveuse de brebis laitières à Grâces. Paul François, futur éleveur de brebis, « ça me donne des idées, pourquoi pas par exemple utiliser des photos pour rassurer les brebis seules ».

AURÉLIE CHEVEAU,
CEDAPA

Nous pouvons organiser cette formation pour les éleveurs bovins, contactez-nous si vous êtes intéressés.

L'écho du CEDAPA (bimestriel)

2 avenue du Chalutier Sans Pitié, Bât. Groupama, BP 332, 22193 Plérin cedex 02.96.74.75.50 ou cedapa@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Robert Hamon
Comité de rédaction : Pascal Hillion, Joël Le Calvez, Michel Le Voguer, Suzanne Dufour, Christophe Carro, Georges Etesse, Franck Le Breton

Mise en forme : Nathalie Gouérec
Abonnements, expéditions : Brigitte Tréguier
Impression : RoudennGrafik, ZA des Longs Réages, BP 467, 22194 Plérin cedex.
N° de commission paritaire : 1113 G 88535 - ISSN : 1271-2159

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement à

l'écho du CEDAPA BP 332 - 22193 PLERIN Cédex

Nom :

Prénom :

Adresse :

Commune :

CP : Tél :

Profession:.....

Adhèrent CEDAPA ou élève/ étudiant

Non adhérent, établissement scolaire

Soutien+organismes, entreprises

Adhésion 2013

Je m'abonne pour :

1 an
(6 numéros)

2 ans
(12 num.)

18 €

27 €

39 €

50 €

27 €

45 €

60 €

(Chèque à l'ordre du CEDAPA, prix TTC dont TVA à 2,10%)

J'ai besoin d'une facture

